

**Art. 6.** Afin de garantir la confidentialité des informations obtenues du Registre national, l'accès à ces informations sera organisé par le recours à des terminaux utilisés exclusivement par les personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du présent arrêté. Cet accès interviendra via un ordinateur ou un serveur sécurisé par un code détenu exclusivement par les personnes susvisées.

**Art. 7.** Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 octobre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

**Art. 6.** Om de vertrouwelijkheid te waarborgen van de bij het Rijksregister verkregen gegevens, wordt de toegang tot deze gegevens georganiseerd door te werken met terminals die uitsluitend worden gebruikt door de in artikel 1, derde lid, van dit besluit bedoelde personen. Deze toegang wordt verkregen via een computer of een server die beveiligd is door een code waarover uitsluitend de voornoemde personen beschikken.

**Art. 7.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 oktober 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

F. 97 — 2977

[C - 97/00888]

**12 DECEMBRE 1997.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 24 décembre 1985 déterminant le mode de calcul des heures de prestation du personnel de la gendarmerie

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, modifiée par la loi du 9 décembre 1994, notamment l'article 22, modifié par les lois du 24 juillet 1992 et 9 décembre 1994;

Vu la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment les articles 13 et 14;

Vu l'arrêté royal du 5 juin 1975 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations supplémentaires à certains membres du personnel de la gendarmerie, modifié par l'arrêté royal du 9 mars 1977;

Vu l'arrêté royal du 21 octobre 1975 fixant le régime d'indemnisation applicable au militaire qui, en Belgique, est astreint à supporter certaines charges réelles, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif aux représentants des organisations syndicales du personnel de la gendarmerie;

Vu l'arrêté ministériel du 24 décembre 1985 déterminant le mode de calcul des heures de prestation du personnel de la gendarmerie, notamment les articles 3, 4 et 5;

Vu le protocole n° 44 du 2 juin 1997 du comité de négociation du personnel de la gendarmerie;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, donné les 16 septembre 1996 et 8 juillet 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> octobre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989, du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

N. 97 — 2977

[C - 97/00888]

**12 DECEMBER 1997.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 24 december 1985 houdende de wijze van berekening van de diensturen van het rijkswachtpersoneel

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de wet van 27 december 1973, gewijzigd bij de wet van 9 december 1994, betreffende het statuut van het personeel van het operationeel corps van de rijkswacht, inzonderheid op artikel 22, gewijzigd bij de wetten van 24 juli 1992 en 9 december 1994;

Gelet op de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het rijkswachtpersoneel van het operationeel corps, inzonderheid op de artikelen 13 en 14;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juni 1975 houdende toekenning aan sommige personeelsleden van de rijkswacht van een toelage voor bijkomende prestaties, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 maart 1977;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militaire die, in België verplicht wordt bepaalde werkelijke lasten te dragen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende de vertegenwoordigers van de syndicale organisaties van het rijkswachtpersoneel;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 december 1985 houdende de wijze van berekening van de diensturen van het rijkswachtpersoneel, inzonderheid op de artikelen 3, 4 en 5;

Gelet op het protocol nr. 44 van 2 juni 1997 van het onderhandelingscomité van het rijkswachtpersoneel;

Gelet op het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 september 1996 en 8 juli 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 1 oktober 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté ministériel doit notamment permettre, en autorisant le report à la période suivante d'une fraction des heures supplémentaires enregistrées à l'issue d'une période de référence, de dégager les moyens requis pour le financement d'une des mesures contenues dans le protocole n° 44 du 2 juin 1997 du comité de négociation du personnel de la gendarmerie;

Considérant que ladite mesure aura un effet rétroactif au 1 septembre 1997 et que, compte tenu de ce qu'une période de référence compte quatre mois - la prochaine expirant le 31 décembre prochain à minuit -, tout retard dans la signature et la publication du présent hypothèque d'autant la concrétisation du financement dont question plus haut,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 3 de l'arrêté ministériel du 24 décembre 1985 déterminant le mode de calcul des heures de prestations du personnel de la gendarmerie est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Pour le calcul de la durée des prestations effectuées pendant la période de référence, sont pris en considération :

1° pour une durée forfaitaire de 7 heures 36 minutes par jour :

(1) les journées de 24 heures pour lesquelles une allocation forfaitaire est octroyée;

(2) les jours ouvrables complets passés en mission à l'extérieur du Royaume;

(3) les jours de congé, à l'exception de ceux visés au 3°, (2);

(4) les jours ouvrables d'absence pour motif de santé;

(5) sans préjudice des dispositions visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 5 juin 1975 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations supplémentaires à certains membres du personnel de la gendarmerie, par jour ouvrable complet, le temps consacré à suivre la formation de candidat sous-officier, de candidat sous-officier d'élite ou de candidat officier. D'éventuelles prestations qui seraient effectuées un samedi, un dimanche ou un jour férié, ne sont pas prises en considération;

2° pour la durée réelle, à la condition que d'autres prestations à prendre en compte pour le calcul de la durée des prestations au cours de la même journée n'atteignent pas déjà un total de 7 heures 36 minutes et, si tel est le cas, sans que leur prise en considération ne puisse alors aboutir à un total supérieur à 7 heures 36 minutes :

(1) le temps consacré aux soins de santé par un membre du personnel commandé de service, sauf si cela se produit à l'invitation de l'autorité, auquel cas il est fait application du 4°;

(2) le temps consacré pour des motifs autres que purement privés, aux consultations opérées auprès de la cellule relations sociales de la direction générale de la gestion du personnel, sauf si cela se produit à l'invitation de l'autorité, auquel cas il est fait application du 4°;

(3) les dispenses de service assimilées à des prestations de service accordées aux membres du personnel de la gendarmerie dans le cadre d'activités relatives à l'exercice des droits syndicaux telles que visées dans la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, à l'exception de celles qu'un texte légal ou réglementaire soumettrait explicitement à d'autres règles de comptabilisation.

Les règles énoncées au premier alinéa ne sont applicables que les jours ouvrables en dehors de ceux visés au 1°.

Toutefois, lorsque des soins de santé doivent être prodigués sans délai en raison d'un accident résultant du fait du service, ces règles sont également applicables les autres jours pour autant toujours qu'il ne s'agisse pas de ceux visés aux 1°;

3° pour la durée réelle, limitée à maximum 7 heures 36 minutes par jour :

(1) sans préjudice de l'application éventuelle du 1°, le temps effectivement consacré à suivre des formations et cours ainsi que les stages qui y sont éventuellement liés, en ce y compris la durée des déplacements.

Les formations et cours visés à l'alinéa précédent sont ceux qui, à l'exception des formations visées au 1°, (5), répondent aux définitions des formations complémentaires, continuées ou nécessaires figurant dans les directives relatives à la formation du personnel de la gendarmerie.

Le commandant de la gendarmerie édicte des directives particulières pour les formations qui ne sont pas visées au 1°, (5), ou qui ne répondent pas aux définitions visées à l'alinéa 2.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit ministerieel besluit, door de overheveling van een gedeelte van de op het einde van een referentieperiode vastgestelde aantal overuren naar de volgende periode toe te laten, het onder meer mogelijk maakt de nodige middelen vrij te maken die vereist zijn voor de financiering van één van de maatregelen vervat in het protocol nr. 44 van 2 juni 1997 van het onderhandelingscomité van het rijkswachtpersoneel;

Overwegende dat deze maatregel tot op 1 september 1997 zal terugwerken en dat, aangezien een referentieperiode vier maanden beslaat - de volgende eindigt op 31 december 1997 om middernacht -, elke vertraging inzake de ondertekening en de bekendmaking van deze tekst, des te meer de concretisering van de hierboven vermelde financiering hypothekeert,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 3 van het ministerieel besluit van 24 december 1985 houdende de wijze van berekening van de diensturen van het rijkswachtpersoneel wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. Worden, voor de berekening van de duur van de tijdens de referentieperiode uitgevoerde prestaties, in aanmerking genomen :

1° voor de forfaitaire duur van 7 uur 36 minuten per dag :

(1) de dagen van 24 uur waarvoor een forfaitaire toelage wordt toegekend;

(2) iedere volle werkdag die op zending buiten het Rijk wordt doorgebracht;

(3) de verlofdagen, uitgezonderd deze bedoeld in 3°, (2);

(4) de werkdagen afwezigheid om gezondheidsredenen;

(5) onverminderd de bepalingen van artikel 4, § 1, van het koninklijk besluit van 5 juni 1975 houdende toekenning aan sommige personeelsleden van de rijkswacht van een bijkomende prestatie, per volle werkdag, de tijd besteed om de opleiding van kandidaat-onderofficier, kandidaat-keuronderofficier of kandidaat-officier te volgen. Eventuele prestaties die tijdens een zaterdag, een zondag of een feestdag zouden verricht zijn, worden niet in aanmerking genomen;

2° voor de werkelijke duur, op voorwaarde dat andere voor de berekening van de uren in aanmerking te nemen prestaties, die op dezelfde dag uitgevoerd worden, een totaal van 7 uur 36 minuten niet bereiken en zo dit het geval is, zonder dat de in aanmerkingneming een totaal van 7 uur 36 minuten overschrijdt :

(1) de tijd door een met dienst bevolen personeelslid besteed aan gezondheidszorgen uitgezonderd als het op verzoek van de overheid gebeurt. In dit laatste geval wordt 4° toegepast;

(2) de tijd voor andere dan zuiver privé-aangelegenheden besteed aan raadplegingen bij de cel sociale relaties van de algemene directie van het personeelsbeheer, uitgezonderd als het op verzoek van de overheid gebeurt. In dit laatste geval wordt 4° toegepast;

(3) de dienstvrijstellingen gelijkgesteld met dienstprestaties toegekend aan de personeelsleden van de rijkswacht in het raam van activiteiten betreffende de uitoefening van de syndicale rechten zoals bedoeld in de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het rijkswachtpersoneel van het operationeel korps met uitzondering van deze waarvoor een wettelijke of reglementaire tekst uitdrukkelijk in een andere berekeningswijze zou voorzien.

De regels van het eerste lid zijn enkel toepasselijk op de werkdagen met uitzondering van die bedoeld in 1°.

Wanneer de zorgen wegens een ongeval door het feit van de dienst zonder uitstel moet verleend worden, zijn deze regels echter toepasselijk op alle andere dagen, voor zover het niet gaat om die bedoeld in 1°;

3° voor de werkelijke tijdsduur, beperkt tot maximum 7 uur 36 minuten per dag :

(1) onverminderd de eventuele toepassing van 1°, de tijd werkelijk besteed om opleidingen en cursussen zoals de stages die er eventueel verbonden zijn, te volgen, inclusief de tijdsduur van de verplaatsingen.

De in voorgaande lid bedoelde opleidingen, cursussen en stages zijn deze die, met uitzondering van deze bedoeld in 1°, (5), aan de bepalingen van aanvullende, voortgezette of noodzakelijke opleidingen zoals in de richtlijnen betreffende de opleidingen van het rijkswachtpersoneel bedoeld, beantwoorden.

De commandant van de rijkswacht geeft bijzondere richtlijnen voor de opleidingen die niet in 1°, (5), bedoeld zijn of die niet aan de bepalingen van het tweede lid beantwoorden.

Eu égard à la spécificité de certaines fonctions ou unités, il peut par ailleurs décider de soumettre aux règles du 4° certaines des formations visées à l'alinéa 2;

(2) les congés syndicaux des délégués autres que les délégués permanents. Toutefois, si des prestations syndicales sont effectuées à l'invitation de l'autorité, elles tombent sous l'application du 4°;

Si des prestations d'une autre nature que celles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont accomplies au cours de la même journée, les autres prestations s'y ajoutent en application des règles de comptabilisation qui leur sont propres;

4° pour la durée réelle, à l'exclusion de celles accomplies les jours visés au 1°, (1), (2) et (5) et de celles visées au 3°, (1), les prestations inhérentes à la fonction telles que déterminées par le commandant de la gendarmerie conformément aux articles 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 25 avril 1979 relatif à l'emploi et au retrait d'emploi du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie et de l'arrêté ministériel du 25 avril 1979 relatif à l'emploi de sous-officier du corps opérationnel de la gendarmerie, ou par les prescriptions des supérieurs. ».

**Art. 2.** L'article 4, § 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Pour obtenir le nombre d'heures de prestations supplémentaires à rémunérer, il y a lieu :

d'arrondir la durée des prestations supplémentaires à l'heure supérieure si cette durée comprend une fraction d'heure égale ou supérieure à trente minutes et, dans le cas contraire, de négliger la fraction excédentaire;

d'ensuite procéder au report vers la période de référence suivante du nombre ainsi obtenu, sans pour autant que ce report puisse excéder quinze heures de prestations;

de finalement arrêter le solde éventuel qui, pour la période de référence écoulée, sera seul pris en compte pour une rémunération. ».

**Art. 3.** L'article 5 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Lorsque des prestations qui pourraient être considérées comme supplémentaires au sens de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, sont en tout ou partie imputables à une période d'absence pour motif de santé au sens de l'article 14 de l'arrêté royal du 25 avril 1979 relatif à l'emploi et au retrait d'emploi du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, et que cette période d'absence a couvert tout ou partie du dernier mois d'une période de référence, le commandant d'unité peut, par dérogation au § 2 du même article, imposer que lesdites prestations soient intégralement reportées vers la période de référence suivante.

Pour l'application du présent article, le commandant de la gendarmerie détermine les autorités de gendarmerie qui exercent les attributions de commandant d'unité. ».

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 1997.

Bruxelles, le 12 décembre 1997.

J. VANDE LANOTTE

Wegens het specifieke karakter van sommige functies of eenheden, kan hij beslissen sommige onder de in het tweede lid bedoelde opleidingen aan de regeling in 4° te onderwerpen;

(2) de syndicale verloven van de andere syndicale afgevaardigden dan de vaste afgevaardigden. Nochtans, als syndicale prestaties op verzoek van de overheid uitgevoerd worden, wordt 4° toegepast;

Werden tijdens dezelfde dag prestaties van een andere aard dan deze bedoeld in het eerste lid, uitgevoerd, dan worden de andere prestaties erbij geteld met toepassing van hun specifieke berekeningsregels;

4° voor de werkelijke duur, met uitzondering van deze uitgevoerd op dagen vermeld in 1°, (1), (2) en (5) en van deze bedoeld in 3°, (1), de aan de functie verbonden prestaties zoals bepaald door de commandant van de rijkswacht overeenkomstig de artikelen 1 van het koninklijk besluit van 25 april 1979 betreffende het ambt en de ambtsontheffing van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht en van het ministerieel besluit van 25 april 1979 betreffende het ambt van de onderofficieren van het operationeel korps van de rijkswacht, of door de voorschriften van de oversten. ».

**Art. 2.** Artikel 4, § 2, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Om de te bezoldigen bijkomende prestatieuren te bekomen, moet :

de duur van de bijkomende prestaties naar het volgende uur worden afgerond indien zij een uurgedeelte gelijk aan of meer dan dertig minuten omvat. In het tegenovergestelde geval, wordt dit gedeelte niet aangerekend;

het also bekomen aantal uren worden overgeheveld naar de volgende referentieperiode, zonder dat die overdracht meer dan vijftien uren mag bedragen;

uiteindelijk het eventueel saldo worden vastgelegd dat, voor de voorbije referentieperiode, in rekening komt voor bezoldiging. ».

**Art. 3.** Artikel 5 van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 5. Wanneer prestaties die als bijkomende prestaties in de zin van artikel 4, § 1, beschouwd zouden kunnen worden, geheel of gedeeltelijk toe te schrijven zijn aan een periode van afwezigheid om gezondheidsredenen in de zin van artikel 14 van het koninklijk besluit van 25 april 1979 betreffende het ambt en de ambtsontheffing van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, en voor zover die periode van afwezigheid de laatste maand van de referentieperiode geheel of gedeeltelijk beslaat, kan de eenheidscommandant, in afwijking van § 2 van hetzelfde artikel, voorschrijven dat die integraal zouden worden overgeheveld naar de volgende referentieperiode.

Voor de toepassing van dit artikel, wijst de commandant van de rijkswacht de rijkswachtoverheden aan die de bevoegdheid van eenheidscommandant uitoefenen. ».

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 31 december 1997.

Brussel, 12 december 1997.

J. VANDE LANOTTE

#### MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 97 — 2978

[C - 97/12074]

#### 19 FEVRIER 1997. — Arrêté royal fixant des mesures relatives à la sécurité et la santé au travail des intérimaires (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, notamment les articles 19, alinéa 3, 2° et 26, alinéa 1<sup>er</sup>;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 24 juillet 1987, *Moniteur belge* du 20 août 1987.

Loi du 4 août 1996 1996, *Moniteur belge* du 18 septembre 1996.

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 97 — 2978

[C - 97/12074]

#### 19 FEBRUARI 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van maatregelen betreffende de veiligheid en de gezondheid op het werk van uitzendkrachten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, inzonderheid op de artikelen 19, derde lid, 2°, en 26, eerste lid;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 24 juli 1987, *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1987.

Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 18 september 1996.